

Brexit one more time

(Une analyse partisane de la situation qui peut éclairer cette affaire)



Le Brexit est le résultat d'une division politique au sein du Parti conservateur, le parti politique de la classe dirigeante britannique. Cela reflète la division qui existe au sein de la classe capitaliste, qui n'est en aucun cas confinée à la Grande-Bretagne et qui est générée par la crise économique persistante.

L'opinion arrêtée de l'État britannique et des secteurs dominants de son capital financier était et reste aujourd'hui, par tous les moyens possibles, de rester au sein de l'Union Européenne.

Le gouvernement britannique et l'État britannique manœuvrent depuis le tout début pour revenir sur la décision de sortie, ou du moins pour minimiser la rupture entre l'UE et la Grande-Bretagne.

Le Brexit n'a pas seulement révélé une profonde fissure au sein de la Grande-Bretagne, mais a également gravement affaibli l'UE elle-même, et a contribué à une nouvelle montée du sentiment anti-UE en Europe, comme on peut le constater en France, en Belgique, en Italie et en Allemagne.

Mais les bénéficiaires de cette désillusion croissante ont été la droite politique, facilitée par l'opportunisme et la lâcheté de la gauche social-démocrate. Les partis critiquant les institutions de l'Union européenne ont été principalement ceux d'extrême droite, certains penchant vers le fascisme.

Ce qui se passe, c'est que ceux qui veulent rester au sein de la Grande-Bretagne et de l'UE, d'une part, et celles qui, d'autre part, veulent une rupture nette avec l'UE, utilisent la frontière britannique avec l'Irlande comme moyen pour sécuriser leurs positions stratégiques.

Des personnalités telles que **Boris JOHNSON**, David DAVIS et **Jacob REES MOGG** utilisent la frontière britannique avec l'Irlande comme levier pour s'assurer que la Grande-Bretagne quitte le marché unique et l'union douanière européenne.



Le Parti unioniste démocrate (DUP) (1) sait très bien que l'État et le gouvernement britanniques feront ce qui est dans l'intérêt du capital monopolistique britannique, indépendamment de toute autre considération, et que les intérêts du DUP figureront en bonne place dans l'agenda politique.

(1) Ultraconservateur, le Parti Unioniste Démocrate (DUP) est une petite formation au poids considérable pour le sort du Brexit. Encore une fois, il a ébranlé les chances d'un accord avec son intransigeance et infligé le jeudi 17 octobre un sérieux revers à Boris JOHNSON auquel il est allié.



*Depuis toujours eurosceptique, le DUP a voté pour le Brexit, contrairement à la population nord-irlandaise qui s'est exprimée à 56% contre. Avec seulement dix députés, ce parti et son inflexible patronne **Arlene FOSTER** ont montré qu'ils détenaient les clefs de la sortie de l'Union européenne.*

C'est lui qui a conduit à l'enterrement de l'accord qu'avait négocié Theresa May et au départ de cette dernière. En cause à chaque fois, les mesures proposées pour éviter un retour d'une frontière physique entre la province britannique du Nord et la République d'Irlande, membre de l'UE. Des mesures techniques, concernant le régime de TVA notamment, risquaient pour la formation unioniste, créée en 1971 par le pasteur fondamentaliste Ian PAISLEY, d'aboutir à un traitement différent de l'Irlande du Nord par rapport au reste du Royaume-Uni, voire à une réunification de l'Irlande, le cauchemar des unionistes.

Boris JOHNSON n'avait pas ménagé ses efforts pour les convaincre, promettant un "New deal" économique pour l'Irlande du Nord et recevant quotidiennement les représentants du parti cette semaine.

Leur soutien est indispensable, d'autant que le Premier ministre a perdu sa majorité à Westminster et doit se battre pour chaque voix. Surtout, leur feu vert devrait convaincre la cinquantaine de « Brexiters » les plus durs du parti conservateur, réunis dans le groupe ERG (Groupe de Recherche Européen).

Violamment anticatholique avant le tournant des années 2000, le DUP avait refusé toutes les discussions proposées pour sortir du conflit dans les années 1970, 1980 et 1990. Il s'était également opposé aux Accords du Vendredi saint, adoptés largement par référendum en 1998, qui ont mis fin aux Troubles, liés au conflit entre catholiques nationalistes et protestants unionistes, ayant fait plus de 3.500 morts en trente ans.

C'est pourtant en vertu de ces accords qu'il partage le pouvoir pour gouverner la province avec son ennemi juré, le parti républicain Sinn Féin.

Au plan sociétal, le DUP est ultra-conservateur: il refuse le moindre assouplissement de la législation sur l'avortement, interdit en Irlande du Nord sauf en cas de danger de mort pour la mère.

En 1977, il n'avait pas hésité à lancer une campagne baptisée « Sauver l'Ulster de la sodomie » pour combattre la dépénalisation de l'homosexualité, il s'est évidemment opposé au mariage pour tous, autorisé partout ailleurs au Royaume-Uni ainsi qu'en République d'Irlande.

Des élus ou ex-élus du DUP, adeptes de courants créationnistes comme la Caleb Foundation, se sont aussi prononcés pour la peine de mort et ont mis en doute le changement climatique.

Premier parti d'Irlande du Nord même s'il a perdu du terrain aux élections de 2017, le DUP est dirigé par Arlene FOSTER, dont le père, un policier, avait reçu une balle dans la tête pendant les Troubles, cible des paramilitaires de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), attaque à laquelle il avait survécu.

Un scandale a provoqué l'éclatement du gouvernement nord-irlandais en janvier 2017. Depuis, le DUP et le Sinn Féin n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une nouvelle coalition et les affaires courantes sont gérées par Londres.

Les partisans britanniques du Brexit ont utilisé le DUP pour amener le gouvernement de Theresa MAY à adopter une position plus dure dans les négociations avec l'UE. Dans le même temps, le DUP a tenté d'utiliser les négociations du Brexit pour soulever des questions sur la pertinence et l'avenir de l'accord de Belfast de 1998.

L'UE et les autres membres du parti conservateur, avec le soutien important de députés travaillistes britanniques, tentent quant à eux d'utiliser la frontière britannique avec l'Irlande pour faire en sorte que la Grande-Bretagne reste au sein du marché unique de l'UE et de l'union douanière. Ils s'accrochent au mantra de « pas de frontière avec l'Irlande » et utilisent l'accord de Belfast comme cheval de bataille pour y parvenir.

La plupart des députés conservateurs et travaillistes n'ont que peu ou pas de compréhension pour l'Irlande et pour notre peuple, et ils ne s'en soucient pas vraiment. La grande manifestation à Londres, qui réclamait un second référendum sur le Brexit ou que les conditions de la séparation soient soumises au peuple, émanait essentiellement de la classe moyenne. Aucune grande organisation de la classe ouvrière n'a participé ni soutenu la manifestation. Pourtant, l'opposition peu signalée de la classe ouvrière à l'adhésion à l'UE reste un facteur décisif en ce qui concerne le Brexit.

Le gouvernement irlandais a tenté de se présenter comme ayant une certaine influence à la table de l'UE. Mais la vérité est qu'il n'a que très peu, voire pas du tout, d'influence sur le Brexit et sur le « filet de sécurité » irlandais.

Le Taoiseach, Premier ministre de la République d'Irlande, brandit des articles de journaux faisant état d'attaques de l'IRA contre des postes de douane frontaliers en 1972 comme preuve de ce qui pourrait arriver si une nouvelle frontière était établie, une position étrange pour le chef du gouvernement irlandais, compte tenu du bilan de son propre parti, et des gouvernements successifs, et de leur collaboration avec l'État britannique.

De plus, les Unionistes n'ont pas apprécié ses bouffonneries et les considèrent comme une menace de violence renouvelée.

Il y a d'importants mouvements de capitaux entre le nord et le sud du pays, et la classe capitaliste irlandaise, qu'elle soit de tradition nationaliste ou unioniste, souhaite vivement que cela continue.

Le gouvernement et les milieux d'affaires font également de plus en plus entendre qu'une Irlande unie est inévitable, un concept absent depuis des décennies de leur vocabulaire politique. Certains tentent même de présenter le choix qui s'offre aux classes professionnelles, traditionnellement favorables à l'unionisme, comme un choix entre deux unions : l'union avec la Grande-Bretagne ou l'Union européenne.



Le mouvement unioniste irlandais (2) a fait preuve d'une grande confusion quant à la façon dont il devrait réagir face au Brexit. Il a passé les quarante dernières années à se rapprocher de l'UE, à la vendre aux travailleurs irlandais en tant que « protecteur des droits des travailleurs » et, ce faisant, à recevoir des fonds de l'UE pour l'éducation et la formation.

(2) Unionistes et nationalistes

En Irlande du Nord, le terme unioniste fait référence à la partie de la population qui souhaite que l'Irlande du Nord reste l'une des quatre nations du Royaume-Uni, conservant ainsi des liens étroits avec la Couronne britannique. On parle également de loyaliste, bien que les deux termes ne soient pas interchangeable. En effet, le terme loyaliste s'applique aux individus qui sont en faveur d'un unionisme plus intransigeant et qui soutiennent ou s'engagent dans un militantisme violent.

Être unioniste ne signifie donc pas automatiquement être loyaliste. En règle générale, unionistes et loyalistes appartiennent à la communauté protestante (presbytériens, anglicans, méthodistes...) d'Irlande du Nord.

Les nationalistes sont quant à eux en faveur de la réunification et de l'indépendance de l'Irlande, qui doit être obtenue de manière démocratique et pacifique. Les républicains constituent la frange la plus militante des nationalistes, associée au parti politique Sinn Féin et à la violence de l'armée républicaine irlandaise (IRA).

Nationalistes et républicains appartiennent à la communauté catholique d'Irlande du Nord.

Nous devons intensifier la lutte pour une sortie irlandaise de l'UE, car nos intérêts en tant que peuple, et en particulier les intérêts de la classe ouvrière, ne seront jamais servis par l'UE et ses institutions.

Cela ne signifie pas pour autant que nous retombions simplement dans une relation de soumission avec l'État britannique, comme par le passé. Au lieu de cela, un départ de l'UE pourrait fournir l'occasion de briser les deux dépendances et d'établir une démocratie nationale indépendante et souveraine, donnant un pouvoir et une influence réels aux travailleurs.

Le mouvement syndical doit maintenant soutenir activement la coopération Nord-Sud, l'économie entièrement irlandaise et la protection de l'Accord de Belfast. Nous devons faire preuve d'audace dans nos revendications et ne pas nous replier sur des stratégies infructueuses visant à encourager le parti travailliste britannique à s'organiser dans les six comtés ou à créer un parti travailliste d'Irlande du Nord deuxième version.

L'expérience historique a montré que seuls les travailleurs irlandais ont la capacité de mettre fin à la partition et d'unir notre peuple, d'établir une souveraineté nationale et une indépendance nationale significatives, afin de garantir leurs propres besoins et intérêts matériels.

Se retirer dans le passé n'est pas une option. Au lieu de cela, nous devons faire pression en faveur de demandes concrètes et concrètes pour que l'Irlande apporte des solutions globales en matière de santé, d'éducation et de développement économique et social, d'une stratégie industrielle et d'investissement qui favorise les travailleurs, et d'investissements de capitaux ciblés qui répondent aux besoins de notre peuple et non aux besoins des spéculateurs et des sociétés avides de profits.

Cela nécessite un contrôle national des capitaux, ce qui est totalement illégal à l'heure actuelle en vertu des règles de l'UE.

L'UE, tout comme l'État britannique, est un obstacle à la construction d'une économie centrée sur l'être humain pour les travailleurs irlandais.



Leo VARADKAR, le Premier ministre irlandais (Taoiseach) n'a pas l'intention de céder aux folies de Boris JOHNSON. Le plus jeune chef de gouvernement de l'histoire irlandaise est aussi le premier métis et le premier homosexuel, il n'est pas homme à se laisser marcher sur les pieds

Il est naturel qu'un homme qui n'hésite pas à recadrer le Pape n'ait aucun mal à administrer une piqûre de rappel à cette baudruche de Boris JOHNSON. Et une piqûre dans un ballon on sait ce que cela donne... Homo assumé et défenseur de l'avortement, le Premier ministre irlandais n'avait pas hésité à rappeler au pape François en visite à Dublin à l'été 2018 que « *Les familles se présentent sous de nombreuses formes y compris celles dirigées par un parent isolé, des parents de même sexe ou divorcés* »

. Dans un pays aussi catholique qu'il est verdoyant, il fallait oser.

Leo VARADKAR n'est pas homme à se laisser marcher sur les pieds. Que l'on ne compte donc pas sur lui pour taillader le « *filet de sécurité irlandais* » lequel reste « *essentiel* » à ses yeux, d'autant que « *aucune alternative réaliste* » ne lui a été proposé à ce jour.

Autant dire que « BoJo » reparte bredouille de sa visite à Dublin ce lundi n'aura étonné personne. Au cours de la réunion le cadet à peine quadragénaire a semblé faire la leçon à son aîné. Le jeune médecin, ex-ministre de la santé, a montré qu'il savait gagner.

Juste avant la visite du Pape, il était fort d'un référendum abolissant l'interdiction de l'IVG gagné à 66 % ! Arrivé au pouvoir en juin 2017 à 38 ans, Leo a cumulé les premières, il est à la fois le chef de gouvernement le plus jeune de l'histoire irlandaise, le premier métis, fils d'un père indien, et le premier homosexuel. Son second « coming-out », le chef du parti centre droit Fine Gael l'a fait en se déclarant « *ni de droite, ni de gauche* »....

Dernières nouvelles

Le DUP qui dispose de dix députés à la chambre des Communes et s'avérait jusqu'ici incontournable au sein de la très fragile majorité conservatrice, dénonce la mise en place d'une frontière (**Backstop** : pas de retour en arrière) pour les marchandises en Mer d'Irlande, entre sa région et le reste du Royaume Uni...



Pour le DUP, cette perspective établie afin d'éviter le retour d'une frontière physique sur l'île tourne au cauchemar... Le dernier accord (qui a vécu), conclu entre les représentants de Bruxelles et Boris JOHNSON, était encore pire pour eux que le précédent... Alors que le Brexit n'avait recueilli que 44% des voix au référendum de Juin 2016, cette perspective ouvre une énorme brèche, dans un sens opposé au leur, celui d'une réunification du Nord et du Sud de l'Irlande...

Les conservateurs anglais viennent de lâcher leurs alliés du DUP, prêts à créer une frontière maritime au sein du Royaume-Uni. Un cadeau pour leurs ennemis jurés républicains...

Les chefs du DUP, après avoir systématiquement, depuis trois ans, roulé des mécaniques aux côtés des Conservateurs de Londres, se tournent désormais vers le gouvernement néolibéral de Dublin, au nom de la défense des accords de pacification en Irlande, qu'à l'époque, leurs prédécesseurs avaient refusé de signer...

Les 27 pays de l'Union européenne ont donné leur feu vert ce lundi pour accorder un report de la date de sortie du Royaume-Uni jusqu'au 31 janvier 2020, a annoncé le président du Conseil européen, Donald TUSK.

Les députés britanniques ont plébiscité mardi le projet du Premier ministre Boris Johnson de tenir des élections législatives anticipées le **12 décembre**, afin de sortir de l'impasse du Brexit qui paralyse le Royaume-Uni depuis plus de trois ans. Après plusieurs heures de débats mouvementés, les députés se sont prononcés par une majorité écrasante de 438 voix contre 20 pour l'organisation du scrutin voulu par Boris Johnson. Le texte doit encore recevoir mercredi l'aval des Lords, où le passage du texte pourrait n'être qu'une formalité.

C'était la quatrième tentative du dirigeant pour convoquer les Britanniques aux urnes, cette fois-ci avec succès grâce au soutien déterminant d'élus travaillistes, principale formation d'opposition.

En position de force dans les sondages, avec une dizaine de points d'avance en moyenne, **Boris JOHNSON** espère ainsi conquérir une majorité absolue, dont son gouvernement est actuellement dépourvu. Cela lui permettrait d'enfin honorer sa promesse de mettre en oeuvre le Brexit, déjà repoussé trois fois depuis son vote par 52% des Britanniques en juin 2016.

Plus de trois ans après ce référendum, le Parlement reste profondément divisé sur la manière de le mettre en oeuvre.

Ces élections générales, initialement prévues en 2022, seront les troisièmes en quatre ans, après un scrutin anticipé en 2017, déjà avec le Brexit en toile de fond, deux ans après celui de 2015. Habituellement organisées au printemps, ce sont aussi les premières à se tenir en décembre depuis 1923.



Longtemps réticent, le chef du Labour, **Jeremy CORBYN** a fini par se résoudre à soutenir un scrutin en décembre, son prérequis ayant été rempli: la menace d'une sortie sans accord de l'UE le 31 octobre, cauchemar des milieux économiques pour les perturbations qu'elle engendrerait, a été écartée par le nouveau report du Brexit accordé par Bruxelles jusqu'au 31 janvier.

Le leader travailliste, qui avait en vain plaidé pour un scrutin le 9 décembre, a réagi après le vote en promettant "la campagne la plus ambitieuse et la plus radicale, pour un vrai changement, que notre pays ait jamais vue".

Dans les rangs de l'opposition, qui a mis en échec une ratification de l'accord de divorce arraché par Boris JOHNSON à Bruxelles mi-octobre, les travaillistes espèrent pouvoir négocier leur propre accord avant de le soumettre à référendum, tandis que les europhiles libéraux-démocrates, qui ont le vent en poupe, veulent carrément annuler le Brexit.

Des élections sont « *la seule façon maintenant de faire avancer ce pays* », avait plaidé le Premier ministre Boris JOHNSON devant les députés. Mais même s'il mène dans les sondages, il risque gros. Le dirigeant a préparé le terrain mardi en décidant de réintégrer 10 des 21 députés rebelles qu'il avait exclus du parti pour avoir voté contre la stratégie de l'exécutif sur le Brexit. **Quel que soit le résultat des négociations en cours, l'équilibre des forces a été changé, et il est encore en train de l'être. L'Union Européenne ne sera plus jamais comme avant !**